DJENDEL (AÏN DEFLA)

Quelque 300 ex-gardes communaux tiennent un sit-in devant le siège de la daïra

Mardi, dès le début de la matinée, quelque 300 ex-gardes communaux se sont regroupés devant le siège de la daïra de Djendel pour revendiquer des logements sociaux, des aides au logement rural ou des aides pour la réhabilitation de leur habitat précaire.

Pour ce qui est des aides au logement rural, nombreux parmi eux reconnaissent ne pas posséder de terrain à bâtir, alors que les textes régissant ce dispositif exigent du postulant la possession d'un lot de terrain à bâtir.

On rappelle que de tels regroupements ont eu lieu dans plusieurs chefs-lieux de daïra notamment El Attaf, Rouina, Miliana, Hammam Righa, Boumedfaâ, et Aïn Lechiakh.

Selon leur porte-parole, les contestataires annoncent la poursuite de leur mouvement revendicatif prochainement devant le siège de la daïra de Djelida et devant le siège de la wilaya la semaine prochaine.

Leur porte-parole dénonce en outre les pressions qui sont exercées sur un de leurs compagnons qui est menacé d'expulsion du logement qu'il occupe lui et sa famille depuis 16 années, logement qui se trouve dans un établissement scolaire.

A signaler que le représentant des contestataires a été reçu par le chef de la daïra de Djendel qui a pris note des revendications et qui a promis de les transmettre aux autorités wilayales concernées.

Karim O.

Photo : DR

GUELMA

Bras de fer à l'EPH de Oued Zenati autour de la garde de chirurgie

Mais que se passe-t-il à l'EPH de Oued-Zenati ? L'hôpital du chef-lieu de cette daïra, distant d'une quarantaine de kilomètres de Guelma, est la deuxième structure de santé publique de la wilaya. Ces derniers temps, miné par un conflit entre certains médecins spécialistes et la direction, il donne l'impression de ne plus du tout tourner rond.

De nombreux dysfonctionnements à l'unité de chirurgie ont été mis au jour : programme du bloc opératoire suspendu, consultation de chirurgie perturbée, recours systématique aux évacuations.

Courrier d'alerte du directeur général à la tutelle sur la situation ; lettres des praticiens à la DSP pour dénoncer des pressions supposées exercées par la direction sur le corps médical… nul ne peut ignorer l'ambiance délétère des relations.

Le chirurgien chef d'unité s'est vu infliger une suspension pour absences répétées et non justifiées, a-t-on appris auprès de la direction générale.

Officiellement, l'administration s'est dit favorable au dialogue, mais de guerre lasse, les médecins spécialistes ont pris une autre option : un sit-in de quelques minutes ayant été observé jeudi dernier. Ils demandent la levée de la sanction prononcée à l'encontre de leur confrère, qu'ils qualifient d'«arbitraire».

Pour y voir clair sur «les dysfonctionnements de l'unité de chirurgie» et le «conflit» opposant le directeur et les médecins spécialistes, on s'est rapproché du premier responsable de cet EPH. «Les gardes mensuelles spécialisées sont passées à 6 par praticien, dans le cadre du programme d'action de la DSP qui vise à diminuer les évacuations inutiles et abusives, et à remédier aux désagréments causés aux malades de cette région. Mais malheureusement, les chirurgiens ont décidé de suspendre le programme du bloc opératoire, sous prétexte d'une surcharge de travail. Ils estiment qu'ils ne sont pas en mesure d'assurer la garde, la consultation et le programme du bloc. A cela s'ajoutent les absences répétées et sans motifs de certains praticiens spécialistes, ce qui n'est pas normal», nous déclare le directeur général de l'EPH de Oued Zenati.

«Des démarches ont été entreprises pour remédier à cette situation, qui pénalise en premier le malade, donc il n'était pas opportun de faire autant de bruit en se mettant sur une position de sit-in», a précisé la même source.

Noureddine Guergour

OUM-EL-BOUAGHI

Quatre personnes sauvées d'une mort certaine

Selon la cellule de communication de la Protection civile de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi qui nous a transmis le communiqué, nous avons appris que les éléments de l'unité secondaire de la commune de Meskiana, une localité située à 60 km à l'est du chef-lieu de wilaya, ont intervenu promptement pour sauver et évacuer quatre membres d'une même famille qui venaient d'être victimes de fuites de gaz brûlés.

Le drame, qui a eu lieu dans la journée de dimanche dernier à la cité des 200 logements et dont les victimes sont la mère et ses trois enfants en bas âge, a été évité de justesse.

Les voisins alertèrent les pompiers qui ne tardèrent pas à arriver sur les lieux, dotés de tous les moyens pour évacuer la famille intoxiquée au monoxyde de carbone dégagé par un appareil de chauffage défectueux.

Les victimes ont été acheminées vers l'EPH Bouhafs, non loin du lieu de l'accident.

Moussa C.

AZAZGA (TIZI-OUZOU)

La police a empêché un rassemblement de citoyens demandant la fin du blocage de l'APC

Une marche a été organisée, hier, par un millier de citoyens issus de plusieurs villages de la commune pour exiger la fin du blocage de l'APC, fermée depuis le mois de septembre 2014 par d'autres citoyens issus des villages de la même commune, exigeant le départ des élus et la dissolution de l'assemblée.

Une exigence contre laquelle se sont élevés les participants à la marche d'hier qui ont rallié le siège de la daïra où ils ont tenté d'organiser un rassemblement pour présenter leur doléance au premier responsable de cette institution, le chef de daïra à qui il est reproché son laxisme ou son incapacité à mettre fin au conflit qui perdure depuis plus de six mois. Des escarmouches ont opposé les protestataires aux policiers anti-émeute déployés devant le siège de la daïra, faisant deux blessés légers parmi les manifestants qui envisageaient d'aller au bout de leur action.

Sur des banderoles déployées durant leur marche, il est exigé la reprise du fonctionnement de l'APC par les protestataires qui mettent la responsabilité de l'Etat devant le pourrissement de la situation et la persistance de la crise. Une crise, rappelons-le, qui a fait suite à la montée au créneau d'une partie de la population de la commune qui a procédé à la fermeture du siège de l'APC interdit aux élus dont ils demandent le départ et à qui il est reproché de nombreuses défaillances dans la conduite des affaires de la collectivité, notamment dans la gestion du portefeuille foncier de la commune.

S. A. M.

M'SILA

Le wali suspend le maire de Hammam-Dhalaâ

Enfin les autorités de la wilaya ont mis fin au bras de fer qui a opposé depuis plus d'une année les membres de la commune au maire de la ville de Hammam-Dhalaâ, située à 30 km au nord-ouest du chef-lieu.

Le maire de la ville de Hammam-Dhalaâ a gelé les activités de cette APC par une décision mettant fin au différend existant entre 12 élus parmi les 19 membres de cette assemblée et leur P/APC. Ils sont la cause de ce blocage qui a provoqué le retard des affaires et des projets de développement de la ville.

Le wali a essayé à chaque fois d'intervenir et d'apaiser la tension mais sans résultat, voyant une résistance des deux côtés notamment après le refus de l'approbation du budget supplémentaire au mois de février de l'an passé.

Monsieur A. Ben Mansour, le premier responsable de la wilaya, a suspendu les activités de cette APC et a mis le destin de la ville de plus de 30 000 habitants entre les mains des responsables de la daïra en concomitance avec le premier secrétaire de l'hôtel de la ville, apprend-on d'une source bien informée.

A. Laïdi